ASSEMBLÉE NATIONALE

14 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-AS44

présenté par

Mme Santiago, M. Aviragnet, M. Califer, M. Delaporte et M. Guedj

ARTICLE 27**ÉTAT B****Mission « Santé »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	0	0
Protection maladie	0	10 000 000
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la Relance et la Résilience (FRR) européenne au titre du volet « Ségur investissement » du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0
Parcours de soins spécialisés en psychotrauma aux enfants victimes de violences sexuelles et aux adultes qu'ils deviennent (<i>ligne nouvelle</i>)	10 000 000	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement d'appel des députés socialistes et apparentés vise à créer des parcours de soins spécialisés en psychotrauma aux enfants victimes de violences sexuelles et aux adultes qu'ils deviennent.

Tous les témoignages reçus le confirment : les violences sexuelles subies dans l'enfance créent des souffrances physiques et psychotraumatiques extrêmes et durables (conduites d'évitement, cauchemars traumatiques, hyperactivité, dissociation, dépression sévère, etc.).

La société en prend peu à peu conscience après les avoir longtemps minimisées.

C'est un progrès et cette prise de conscience doit aller jusqu'à l'exigence de réparation à laquelle ces enfants ont droit, même s'ils sont devenus adultes. La réparation, c'est d'abord le soin.

L'état des connaissances permet d'affirmer qu'il existe des soins spécialisés en psychotrauma.

Ne pas les prodiguer aux enfants victimes est une perte de chance inacceptable. Ces soins existent, la société doit s'organiser pour qu'ils soient dispensés.

Le coût des soins est aussi un obstacle à la reconstruction qu'il est indispensable de mieux prendre en compte.

La définition d'un parcours de soin pour les victimes de violences sexuelles dans l'enfance impose donc deux aspects indissociables : la spécialisation des praticiens pour soigner le psychotraumatisme et la prise en charge financière de ces soins pour que les victimes qui en ont besoin y aient un accès réel.

Pour assurer la recevabilité financière de cet amendement :

- ce dernier abonde un nouveau programme intitulé « Parcours de soins spécialisés en psychotrauma aux enfants victimes de violences sexuelles et aux adultes qu'ils deviennent » à hauteur de 10 millions d'euros,
- prélève 10 millions d'euros sur l'action 2 du programme 183 « Protection maladie ».

Contraints par les règles de recevabilité financière prévues à l'article 40 de la Constitution, les députés socialistes et apparentés tiennent toutefois à souligner qu'ils ne souhaitent pas ici réduire les crédits alloués au programme 183.

Cet amendement a été travaillé avec la Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants.